



Conseil économique et social

Distr. générale
13 mars 2007
Français
Original : anglais

Instance permanente sur les questions autochtones

Sixième session

New York, 14-25 mai 2007

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

Thème spécial : « Territoires, terres et ressources naturelles »

Groupe de travail international pour les affaires autochtones

Groupe de travail international pour les affaires autochtones et Fondation Tebtebba

Résumé

Le présent document se compose de deux parties : la première contient des informations que, pour le compte du Forum des organisations non gouvernementales au Cambodge, le Groupe de travail international pour les affaires autochtones a fournies sur la situation des communautés autochtones cambodgiennes concernant les territoires, les terres et les ressources naturelles, notamment les recommandations faites à l'Instance permanente sur la manière de régler la question. La seconde partie, communiquée par le Groupe de travail et la Fondation Tebtebba, contient un résumé et les recommandations issues de la Conférence régionale pour l'Asie sur les peuples autochtones et les terres communautaires qui s'est tenue du 14 au 16 février 2007 à Kompong Cham, au Cambodge.

* E/C.19/2007/1.



I. Informations transmises par le Groupe de travail international pour les affaires autochtones

A. Introduction

1. Selon des études empiriques, le nombre d'autochtones au Cambodge se situerait autour de 190 000, soit 1,4 % de la population. Le recensement de la population cambodgienne (1998) a permis d'identifier 17 peuples autochtones différents. De tous les pays du Sud-Est asiatique, le Cambodge est celui qui a la plus faible population autochtone, aussi bien en valeur relative qu'en chiffres absolus. Les Khmers, majorité ethnique du pays, représentent environ 90 % de la population.

B. Appropriation illégale des terres des communautés autochtones

2. Des réglementations ont beau avoir été adoptées en leur faveur dans le Code foncier de 2001, elles ne sont ni appliquées ni respectées et les peuples autochtones se retrouvent sans défense face à ceux qui, par intérêt commercial ou au nom de l'État, sont de plus en plus enclins à exploiter le potentiel économique qu'offrent les forêts et les hauteurs, traditionnellement exploitées par ces communautés.

3. Le développement du réseau routier a de graves incidences sur les communautés autochtones. La confiscation de grandes superficies a été observée lors de la construction de routes reliant les provinces de Mondol Kiri et de Ratanakiri, et celles de Kratie et Stung Treng. L'annonce de la construction d'une route dans la province de Preah Vihear – qui sera financée par la Banque mondiale – a amené des intrus à s'approprier de nouvelles terres dans les communautés kuis.

4. Influencés par un milieu où l'intérêt personnel prime, beaucoup d'autochtones se sont également livrés au commerce de terres. Des agents de l'État ont même pris une part très active aux transactions illégales de terres, qu'ils soient acheteurs, vendeurs, approbateurs ou courtiers.

5. Les efforts des peuples autochtones pour contrer l'appropriation illicite de terres ont été entravés par les tribunaux et par de nombreux agents de l'État. Le fait qu'un tribunal de la commune d'Aikapeap (province de Ratanakiri) a confirmé la légalité de la confiscation de terres qui appartenaient à une communauté tampuen en est un exemple frappant. Il paraît même que de hauts fonctionnaires de l'État participeraient à des opérations foncières en vue de transformer des terres en plantation de caoutchouc.

6. En février 2007, ces questions ont été soulevées lors d'un atelier national auquel le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et les libertés fondamentales des peuples autochtones a participé. La situation est aujourd'hui d'une telle gravité qu'il faut s'en occuper d'urgence.

C. Concessions foncières

7. Des concessions foncières ont été accordées pour le développement de plantations sur des terres que possèdent ou qu'utilisent des communautés autochtones dans les provinces de Kratie, Stung Treng, Oddar Meanchey, Siem Reap, Preah Vihear, Ratanakiri, Mondol Kiri et Kompong Thom.

8. La société chinoise Wuzhishan continue d'exploiter une grande plantation de pins dans la province de Mondol Kiri sur des terres appartenant aux communautés punong. Le Représentant spécial du Secrétaire général sur la situation des droits de l'homme au Cambodge a demandé, dans sa déclaration du 5 juillet 2005, que cette concession soit annulée. Malgré l'opposition des habitants, une autre société chinoise, New Cosmos, continue d'exploiter une concession touristique dans un lieu sacré pour le peuple suoy (province de Kompong Speu).

9. En maints endroits, les communautés autochtones sont informées par l'État ou les entreprises que leurs terres seront confisquées pour devenir, entre autres, des exploitations touristiques, minières ou des concessions de service public. On leur conseillerait de vendre immédiatement leurs terres illégalement avant d'en être privées sans dédommagement.

D. Exploitation minière

10. Au Cambodge, le Code foncier de 2001 ne protège guère, voire pas du tout les peuples autochtones en ce qui concerne l'octroi des concessions minières. Cela est d'autant plus préoccupant que dans le pays, l'idée d'industrialiser leurs terres au nom de l'intérêt national est de plus en plus répandue. Sans aucun contrôle des activités minières, les dispositions du Code foncier relatives à ces terres n'auraient aucun sens.

11. En 2006, le Gouvernement a annoncé l'octroi à des sociétés minières japonaises et australiennes de 100 000 hectares de terres au nord-est du Cambodge. Il convient de noter que les concessions minières déjà accordées sur les terres des communautés autochtones, notamment à Ratanakiri, Preah Vihear et dans d'autres provinces, l'ont été sans l'accord préalable des peuples autochtones. À Stun Treng, le développement d'une mine de fer sur des terres autochtones a récemment ralenti. Les concessions ont toutes été accordées sans le consentement préalable, libre et éclairé des communautés.

E. Questions des forêts

12. En janvier 2002, le Gouvernement cambodgien a imposé un moratoire sur l'abattage dans les concessions forestières. Toutefois, il commence à octroyer aux sociétés bénéficiant de droits annuels d'exploitation forestière des terres qui dans certains cas sont utilisées par les communautés autochtones. Une coupe d'abattage annuelle a été autorisée dans une partie de la province de Ratanakiri. Les droits d'exploitation ont été accordés sans réelle consultation des autochtones de zones concernées ou des alentours. On a constaté que les normes et programmes établis sont loin d'être respectés. Dans certaines parties des provinces de Kratie, Mondol Kiri et Preah Vihear, les communautés autochtones organisent elles-mêmes des patrouilles dans les zones forestières car les services officiels se sont avérés inefficaces.

F. Inscription au cadastre

13. Le Code foncier de 2001 contient un chapitre sur l'inscription au cadastre des terres communautaires appartenant aux autochtones, prévoyant un dispositif pour leur sauvegarde sous forme de titres fonciers. Toutefois, aucun titre n'a encore été accordé.

14. Dans le cadre de la politique foncière relative aux peuples autochtones, actuellement en préparation, on a tenté, dans les futurs titres fonciers, de limiter la superficie des forêts réservée à des pratiques spirituelles ou à des cimetières. Ces tentatives sont totalement contraires au Code foncier de 2001 qui stipule que les limites des terres autochtones sont celles que les communautés elles-mêmes ont approuvées.

G. Barrages hydroélectriques

15. D'énormes problèmes ont été signalés depuis le milieu de 1996 du fait de la construction de barrages hydroélectriques sur la rivière Sesan au Viet Nam qui traverse les provinces de Ratanakiri et de Stung Treng au nord-est du Cambodge et le long de laquelle vivent beaucoup de communautés autochtones.

16. Ces problèmes persistent et risquent même d'être aggravés par la présence de nouveaux barrages dont la construction a commencé ou est prévue au Viet Nam et en République démocratique populaire lao sur les rivières Sesan, Srepok, Sekong et Mekong. Les organismes donateurs internationaux et les banques multilatérales continuent de soutenir et d'approuver la construction de ces barrages en concourant à des projets connexes tels que la construction de lignes électriques et en finançant des études de faisabilité.

H. Sécurité des membres de communautés qui protègent leurs droits

17. Le nombre d'arrestations – souvent illégales – de militants autochtones et non autochtones qui s'opposent aux tentatives d'appropriation de terres et de forêts par de riches particuliers et de grosses sociétés est de plus en plus préoccupant. Dans plusieurs provinces, on a pu observer que les arrestations ont été un facteur important dans la campagne d'intimidation visant les militants autochtones qui ont dû protester, d'ailleurs sans violence, pour que les problèmes des terres et des forêts soient pris en considération.

I. Compréhension des questions autochtones au Cambodge

18. En général, les Cambodgiens ne connaissent ni les droits ni la culture des peuples autochtones. Il en est de même du personnel des organismes des Nations Unies. Il est donc indispensable de mettre en place au plus vite des programmes de sensibilisation destinés à ces organismes et à la société cambodgienne.

J. Recommandations

Terres

19. L'Instance permanente sur les questions autochtones devrait presser les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD) et les donateurs bilatéraux de collaborer avec le Gouvernement cambodgien afin qu'il s'engage à traiter les questions foncières en prenant les initiatives suivantes :

- Appliquer un programme d'information clair et concis destiné à montrer aux États que la vente ou l'échange de terres appartenant aux communautés autochtones est contraire aux dispositions du Code foncier de 2001; que les terres ne seront pas saisies pour y établir des concessions; que les titres concernant les terres acquises auprès des communautés autochtones après l'entrée en vigueur du Code foncier de 2001 ne seront pas reconnus.
- Établir à l'intention des conseils communaux des règles et des directives précisant que l'autorisation de vente de terres dans les régions où vivent les peuples autochtones est contraire aux dispositions du Code foncier de 2001.

20. L'Instance permanente devrait ouvrir une enquête indépendante sur les accusations selon lesquelles les droits fonciers des peuples autochtones seraient bafoués du fait de l'appropriation illégale de terres et de l'établissement de concessions foncières, forestières, touristiques et minières. Son objectif consisterait à :

- Faire des recommandations sur la façon dont les droits des peuples autochtones peuvent être protégés.
- Évaluer dans quelle mesure le Gouvernement cambodgien a contribué à obtenir le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones dans les décisions concernant l'octroi de concessions foncières et de licences d'exploitation minière sur leurs terres et leurs forêts traditionnelles.
- Déterminer le rôle que jouent d'autres États dans la promotion de l'agro-industrie et de l'exploitation minière au nord-est du Cambodge sans le consentement préalable, libre et éclairé des peuples autochtones.
- Définir l'influence des agro-industries et des sociétés minières au nord-est du Cambodge et chercher à savoir si elles ont assumé leur responsabilité sociale.

Questions des forêts

21. L'Instance permanente devrait engager la Banque mondiale à mener à bien les activités précises définies dans son rapport de gestion ainsi que les recommandations fondées sur le rapport du panel d'inspection (mai 2006), notamment le retrait de toutes les concessions d'exploitation forestière et la promotion d'autres pratiques de gestion forestière plus équitables et plus durables.

Barrages hydroélectriques

22. L'Instance permanente devrait déclarer aux Gouvernements cambodgien et vietnamien qu'elle est vivement préoccupée par le fait que la construction de barrages hydroélectriques porte atteinte aux droits des peuples autochtones.

Sécurité des membres des communautés qui protègent leurs droits

23. L'Instance permanente devrait recommander au Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et au Gouvernement cambodgien d'établir un dispositif de suivi qui permette de rendre compte à la communauté internationale de la façon dont les peuples autochtones qui tentent de protéger leurs droits sur les ressources sont traités.

II. Informations transmises par le Groupe de travail international pour les affaires autochtones et la Fondation Tebtebba

Résumé et recommandations de la Conférence régionale pour l'Asie sur les peuples autochtones et les terres communautaires

24. Du 14 au 16 février 2006, 95 représentants autochtones du Bangladesh, du Cambodge, de l'Inde, de l'Indonésie, du Japon, de la Malaisie, du Myanmar, du Népal, des Philippines, de la République démocratique populaire lao, de la Thaïlande et du Viet Nam se sont rendus à Kompong Cham, au Cambodge, pour assister à la Conférence régionale pour l'Asie sur les peuples autochtones et les terres communautaires, organisée par l'Asia Indigenous Peoples Pact et le Forum des organisations non gouvernementales du Cambodge, avec le concours du Groupe de travail international pour les affaires autochtones et de la Commission européenne.

25. Les participants ont exprimé leur inquiétude face à la non-reconnaissance des droits fonciers s'appliquant aux terres communautaires dans beaucoup de pays asiatiques, à la rapide perte de ces terres, à l'érosion du régime foncier traditionnel et des systèmes d'utilisation et de gestion des sols des communautés autochtones dans l'ensemble de la région. Ces communautés s'identifient fortement à leur territoire. Leur relation avec la terre a non seulement un caractère communautaire prononcé mais se transmet aussi d'une génération à l'autre. Elle a aussi plusieurs dimensions : économique, sociale, culturelle et spirituelle. Dans son document de travail (E/CN.4/Sub.2/2001/21), la Rapporteuse spéciale a noté que le déclin graduel des sociétés autochtones pouvait être attribué à la non-reconnaissance de la relation intime que les peuples autochtones entretiennent avec leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, et aussi à la non-reconnaissance d'autres droits de l'homme fondamentaux.

A. Situation d'ensemble

26. Dans toute l'Asie, les peuples autochtones se voient privés de leurs terres et de leurs ressources. Cette situation a commencé au cours de la période coloniale mais

s'est poursuivie après l'accès à l'indépendance des divers pays. Les systèmes de classification des terres et les concepts juridiques de base, tels que le pouvoir d'expropriation par lequel l'État s'approprie de vastes superficies, mis en place par les puissances coloniales, sont encore inscrits dans la Constitution de nombreux pays asiatiques. Ainsi, on n'a fait et on ne fait pas ni des peuples autochtones, ni de leurs droits fonciers coutumiers ni de leurs systèmes de gestion des sols. Là où les droits coutumiers sont juridiquement reconnus, les lois et les politiques s'y rapportant sont dans l'ensemble peu appliquées et souvent contredites par d'autres lois ou totalement méconnues sous la pression de puissants groupes d'intérêts.

27. Les critiques à l'égard de l'appropriation massive des ressources et des terres par l'État et les sociétés privées sont généralement vues comme antipatriotiques et rétrogrades, et les peuples autochtones qui protestent contre leur spoliation sont souvent victimes de harcèlement, voire de répression violente par les forces de sécurité. De ce fait, certaines régions autochtones de l'Asie du Sud et du Sud-Est font partie des zones les plus militarisées du monde.

28. Les lois et politiques nationales en Asie placent la propriété foncière privée et les intérêts des entreprises au-dessus de la propriété foncière collective et du bien-être des communautés autochtones. Après des décennies d'abattage dans les forêts des peuples autochtones, l'exploitation des ressources sur leurs territoires est centrée actuellement sur l'extraction minière et les grandes plantations commerciales spécialisées notamment dans la production de caoutchouc, de noix de cajou, de manioc ou de palmiers à huile. D'une part, la démarcation des terres des communautés autochtones et leur inscription au cadastre – dans les pays où des dispositions juridiques existent à leur sujet – est un processus long, complexe et onéreux; d'autre part, les gouvernements sont très disposés à accorder des concessions forestières, minières et agricoles sur de vastes territoires où vivent des communautés autochtones. À peu d'exceptions près, les efforts de recours juridique n'aboutissent pas car la magistrature de certains pays asiatiques n'est pas encore indépendante, les juges sont indifférents et partiiaux, ou encore les frais de procédure sont beaucoup trop élevés pour les communautés autochtones pauvres.

B. Difficultés

29. Pour défendre leurs terres et leurs ressources, les communautés autochtones rencontrent d'énormes difficultés.

30. Sur le plan juridique, les peuples autochtones dans la plupart des pays asiatiques doivent encore se battre pour faire reconnaître aussi bien leur identité que leurs droits fonciers collectifs. Ils doivent en général faire face à une magistrature, une administration et des forces de l'ordre partiales, corrompues et qui jouissent souvent de l'impunité.

31. Sur le plan politique, ils se heurtent, quand ils cherchent à s'organiser, à une répression souvent violente, et à la corruption, à l'intimidation, au harcèlement, voire au meurtre de leurs dirigeants. Leurs lois et institutions coutumières, notamment leurs dirigeants et conseils traditionnels ne sont pas reconnus, et l'appareil politique et administratif de l'État leur est imposé, ce qui sape leur propre organisation sociopolitique.

32. La plupart des communautés autochtones n'ont ni les connaissances, ni les capacités, ni les compétences ni les ressources financières voulues pour approcher effectivement l'appareil judiciaire et politique de l'État ou pour se solidariser et se mobiliser pour la défense de leurs droits. Elles sont également nombreuses à ne savoir comment aborder les sociétés privées ni invoquer les instruments juridiques internationaux en vigueur.

33. Le manque d'assurance, la politique d'assimilation culturelle, l'éducation officielle, la migration des jeunes, le prosélytisme et autres facteurs extérieurs affaiblissent les institutions coutumières et divisent les communautés et les générations, ce qui désunit les communautés et les peuples autochtones.

34. Ayant des besoins de trésorerie croissants et participant à l'économie de marché sans avoir les moyens culturels, sociaux ou écologiques de trouver d'autres voies de développement économique, les communautés autochtones se trouvent obligées d'adopter des pratiques non viables d'utilisation des terres et d'appliquer des modes de développement qui aggravent leur dépendance économique.

C. Recommandations

35. Afin de surmonter les difficultés ci-dessus dans la lutte qu'ils mènent pour faire reconnaître leurs droits sur les ressources et terres communautaires, les participants à la Conférence ont adopté les recommandations suivantes, à l'intention de l'Organisation des Nations Unies, des organisations gouvernementales et non gouvernementales et des associations des peuples autochtones.

a) Niveau local

Autonomisation

Faire que les communautés autochtones puissent s'organiser, s'assumer et se solidariser par les initiatives suivantes :

- **Faire mieux connaître les lois et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme et des autochtones.**
- **Encourager et aider les communautés autochtones à tirer parti du système juridique national et des instruments internationaux pour protéger leurs droits.**
- **Former à l'encadrement.**
- **Promouvoir l'autonomisation économique des communautés par les échanges et l'apprentissage mutuel.**
- **Établir, avec le concours des anciens, la carte des communautés pour régler les conflits fonciers.**
- **Adopter une démarche prenant en compte l'égalité des sexes dans toutes les stratégies permettant aux peuples autochtones de rester maîtres de leurs terres et ressources.**

Droit coutumier

- **Maintenir, ranimer et examiner les coutumes, pratiques et systèmes traditionnels pour les adapter à l'évolution des situations et des besoins.**
- **Colliger les lois coutumières des peuples autochtones et leurs systèmes de gestion des terres et des ressources.**

b) Niveau national**Sensibilisation**

- **Approcher les médias et les inciter à sensibiliser, de façon soutenue et systématique, le grand public, les gouvernements, les législateurs et les sociétés privées aux problèmes des peuples autochtones.**
- **Faire participer directement les communautés aux activités de sensibilisation et aux programmes d'enseignement sur les questions autochtones.**

Lois, politiques et leur application**Promouvoir et demander :**

- **La reconnaissance constitutionnelle et légale des peuples autochtones.**
- **La réforme juridique, notamment en ce qui concerne la reconnaissance des droits fonciers collectifs des peuples autochtones et la recherche d'autres modèles juridiques compatibles avec les lois et institutions coutumières des peuples autochtones et qui les respectent.**
- **L'alignement de la législation nationale sur le droit international.**
- **La création de commissions foncières qui connaîtront des atteintes aux droits fonciers des peuples autochtones, faciliteront la restitution des terres dont ils ont été spoliés et régleront les différends.**
- **La mise en place de dispositions juridiques assurant la participation de représentants autochtones aux organes de décision politiques, notamment par l'attribution aux autochtones de sièges au Parlement, au Sénat ou dans d'autres organes législatifs de l'État.**
- **L'intervention des donateurs vers des réformes juridiques et politiques favorables aux peuples autochtones.**
- **L'adoption de lois pour réglementer les activités des investisseurs et atténuer les effets néfastes de la libéralisation économique sur les territoires des peuples autochtones.**
- **La totale transparence des gouvernements et des sociétés dans l'exécution de projets sur les territoires autochtones, à savoir l'application des principes et des mécanismes du consentement préalable, libre et éclairé – y compris la communication d'informations en temps utile et de façon appropriée – et conformément aux lois et pratiques coutumières de chaque peuple autochtone.**

- **L'abandon complet des politiques et programmes transmigrationnels ainsi que la prévention des migrations illégales vers les territoires des peuples autochtones.**
- **L'élargissement du mandat des commissions nationales des droits de l'homme pour lutter contre les atteintes aux droits des peuples autochtones.**

Pression politique, mobilisation et entraide

Promouvoir et appuyer les mesures suivantes :

- **Établissement ou renforcement d'alliances et de réseaux nationaux entre les communautés autochtones et leurs organisations pour la mobilisation, l'entraide et la protection.**
- **Interaction entre le Gouvernement et les peuples autochtones pour qu'ils soient informés des procédures, mécanismes et tactiques.**
- **Projets pilotes démontrant l'efficacité de la gestion des terres communautaires, pour faire pression sur les autorités.**
- **Invocation de textes, de lois et d'instruments écologiques tels que la Convention sur la diversité biologique, pour défendre les droits des peuples autochtones sur les terres et les ressources.**
- **Prise en considération par les gouvernements et le public des savoirs autochtones sur la gestion des ressources naturelles.**

c) Niveau international

Pression politique, mobilisation et entraide

Promouvoir et appuyer :

- **L'utilisation d'instruments internationaux et la défense des droits des peuples autochtones, en particulier la reconnaissance des droits fonciers collectifs.**
- **L'organisation de campagnes internationales et de réseaux d'entraide pour la défense des droits fonciers de ces peuples.**
- **Le renforcement des alliances et des réseaux nationaux entre les organisations des peuples autochtones d'Asie et celles du Cambodge pour développer les activités de mobilisation, d'entraide et de protection.**
- **La réalisation d'études et l'organisation de campagnes sur le principe de l'expropriation, séquelle des pratiques coloniales dans les pays indépendants d'aujourd'hui.**
- **L'organisation de campagnes pour protester contre les grandes plantations commerciales, exploitations minières et constructions de barrages sur les territoires autochtones.**
- **Le débat sur les différentes options de développement pour les peuples autochtones.**

Lois, politiques et leur application

Promouvoir et appuyer les mesures suivantes :

- **Inciter l'Union européenne, les organismes des Nations Unies, la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement à élaborer et à bien appliquer des politiques relatives aux peuples autochtones.**
 - **Engager les organismes de développement à adopter une politique commune ayant pour objectif prioritaire de reconnaître et de protéger les droits fonciers et les droits sur les ressources, préalable à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement concernant les peuples autochtones.**
-